
L'armée dans la construction de la nation ivoirienne

Azoumana Ouattara

La Côte d'Ivoire vit une crise de son histoire qu'on peut lire, au mieux, comme la construction, dans la douleur, d'une nouvelle Nation ou, au pire, comme un processus dangereux de rétroversion et de délitement. Cette crise est triple: 1) Une crise de l'État et des structures coercitives désormais parties prenantes de la compétition politique; 2) Une crise de la formation de la Nation qui voit naître des luttes pour une renégociation de la citoyenneté; 3) Une crise de la transition démocratique qui n'est pas sans rapport avec l'essoufflement de son dynamisme économique. Le coup d'État de décembre 1999 qui porta la « classe militaire » au pouvoir en Côte d'Ivoire constitue, en lui-même, un motif suffisant pour mobiliser des instruments conceptuels afin de comprendre la rupture historico-politique ainsi produite, et qui a préparé la guerre civile en cours dans le pays depuis le 19 septembre 2002. Il y a nécessité à saisir l'armée ivoirienne, en tant qu'acteur majeur des crises qui n'ont cessé de secouer la Côte d'Ivoire, dans la logique de sa politisation progressive. La transformation de l'armée en un acteur politique actif est inséparable des usages de la force et de la violence comme instruments d'expression de revendications identitaires, d'accès aux ressources, et finalement d'accès au pouvoir. L'armée ivoirienne ne mérite pas l'excès d'indignation qu'elle suscite aujourd'hui. Elle a connu une épuration sous la transition militaire. Elle fut traumatisée par les tentatives de coup d'État à répétitions, victime d'une crise qu'elle contribua, à sa manière, à créer. Le coup d'État du 24 décembre 1999 ne fut pas une thérapie à la situation de crise politique qui bloquait le pays depuis 1993 mais le symptôme de son aggravation. Sous le couvert d'une redistribution des cartes politiques, il a exacerbé les tensions politiques et ethno-nationalistes qui parcouraient, en profondeur, la société ivoirienne.

On ne peut comprendre l'histoire des FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire) sans l'inscrire dans le difficile processus de construction de la nation

dont la crise militaro-politique est un des moments dramatiques. En effet, l'ouverture démocratique, amorcée au début des années 1990, en autorisant la contestation de l'ordre du monopartisme et l'expression des revendications identitaires, dans un contexte de déclin économique, a eu de sérieuses répercussions dans l'armée. Il ne faut donc pas disjoindre la question des usages légitimes ou illégitimes de la violence de celle de la crise de formation démocratique de la nation dont les prémisses apparaissent dès 1990. Notre recherche se propose sur cette base:

- 1) de constater l'originalité historique des FANCI en l'inscrivant dans les ruses houphouëtistes d'une méthodologie politique de la paix dont la gestion rentière des accords de défense conclus avec la puissance colonisatrice, objet aujourd'hui de vives polémiques, n'est qu'un aspect.
- 2) de comprendre la fragilisation progressive de cette armée à laquelle ne fut jamais fixée aucun objectif stratégique, même pas celle de la défense du territoire; situation paradoxale que trahissent des expressions souvent entendues jamais expliquées: « l'armée ivoirienne est une armée de paix », « l'armée ivoirienne est une armée de développement et non de guerre ».

La thèse qui sera défendue ici est la suivante: l'armée ivoirienne est d'autant plus travaillée par les fractures du corps social, qu'elle a du mal à assumer ses fonctions républicaines. Elle finit, du coup, par être instrumentalisée par ceux qui exercent la violence légitime au nom de l'État et par ceux qui contestent cette légitimité. Cette thèse de l'instrumentalisation ne vaut que dans la mesure où elle s'accompagne d'une réflexion sur la privatisation de la force publique au profit d'un parti, d'un groupe ethnique ou tout simplement d'une faction.

L'objectif poursuivi par ce travail est modeste: poser les bases historiques et théoriques qui permettront d'intégrer notre recherche empirique en cours sur la politisation de l'armée, son ethnicisation et sur les processus de sa recomposition citoyenne.

Neutralisation stratégique de l'armée: la paix comme méthode

Les raisons d'une marginalisation de l'Armée

L'armée ne fut jamais véritablement au cœur de la politique menée par le Président Félix Houphouët-Boigny. Bien qu'il s'en servit à certains moments de crise de l'histoire du pays (crise du Sanwi et du Guébié), il évita soigneusement de faire reposer sur elle son régime. Certains observateurs en déduisirent qu'il sous-estimait les questions de défense et se méfiait de l'armée, au point de vouloir l'affaiblir durablement pour éviter les coups d'État. D'où ce paradoxe d'une armée faible sans commune mesure avec les grandes potentialités économiques et politiques de la Côte d'Ivoire. Il aurait tourné le dos à un principe essentiel énoncé par Machiavel: le prince qui s'abstient d'entretenir et de consolider son armée fragilise son trône et met en danger la Nation. Pire, il fit le choix de confier la défense de son pays et de son trône à l'ancienne puissance colonisatrice. Une interprétation psychologisante de cette posture politique voudrait que le Président Houphouët-Boigny fût allergique à

« l'uniforme. » (« L'armée ivoirienne de la marginalisation à la prise de pouvoir ». On doit, cependant, constater qu'Houphouët-Boigny met en place progressivement une armée de format réduit, convenablement équipée sans plus et jouissant d'un statut privilégié qui la faisait appeler « l'armée suisse d'Afrique » en raison du pacifisme affiché par le chef de l'État et des conditions matérielles d'existence qui étaient les siennes.¹ À cette armée fut aussi confiées des tâches extra-militaires sous la forme d'un service civique dont le but est de faire participer les conscrits à la construction de la nation (1960-1970)² Progressivement les cadres militaires furent associés à la gestion de la chose publique: « L'armée et ses officiers ont vocation à participer à l'administration de la nation et à assumer des postes civils de responsabilité ». ³ Tout milite pour l'image d'une armée apolitique, multi-ethnique, légaliste, soucieuse de participer, à la base comme au sommet, au développement de la nation. Cependant, une analyse des rapports entre Houphouët-Boigny et l'armée en termes de détestation de cette dernière ne nous renseigne guère sur les raisons réelles de la marginalisation de celle-ci. Ces raisons sont de trois ordres:

- I Raison historique: La marginalisation de l'armée était d'autant plus aisée que les conditions historiques et politiques de sa création n'en ont pas fait une force autonome, détentrice d'une légitimité, et donc capable de participer à la structure du pouvoir. L'armée n'est pas née de relations conflictuelles avec la puissance colonisatrice, encore moins d'une lutte de libération nationale.⁴ Durant la colonisation, les révoltes furent nombreuses, sporadiques et ethniques. Elles ne permirent pas à une armée de type nationale de cristalliser. Remarquons au passage que le principe ethnique reste toujours la plaie de cette armée.
- II Raison stratégique: Le contexte de la guerre froide qui rend dérisoire d'ériger une armée forte. La Côte d'Ivoire a choisi son camp, celui de l'Occident ou plus précisément celui du capitalisme. Une critique récurrente portée contre Houphouët-boigny fait de lui le valet de l'impérialisme.⁵ Un tel reproche reste extérieur à son objet tant qu'il n'envisage pas d'abord l'intelligence politique de l'articulation du triptyque armée, accords de bon voisinage et exigence de l'ordre mondial. La prise en compte de ce deuxième aspect fait apparaître qu'il s'agissait, pour Houphouët-Boigny, de mettre à profit des ressources stratégiques permettant de capter une rente aussi bien militaire qu'économique qui s'est estompée avec la chute du mur de Berlin. Ce qui est décisif, ce n'est pas l'allégeance à un camp mais la capacité à la maximiser à son profit. La tentative de renversement, malgré la présence française, du président Léon M'Bâ au Gabon en 1964 est instructif à cet égard.
- III Raison politique: La marginalisation délibérée de l'armée reposait sur un motif plus fondamental encore. Elle est l'une des conditions qui a permis au pays d'échapper aux convulsions violentes qui secouaient de nombreux pays africains: Une armée divisée qui deviendrait un acteur du jeu politique constituerait un véritable danger pour la nation. Houphouët-Boigny, revenant sur l'intervention de l'armée à la cité de Yopougon (1991), et opposant un refus catégorique à d'éventuelles sanctions contre l'armée, prononça cette phrase lourde de sens:

« Mais n'attendez pas de moi que je divise les militaires, que je les dresse les uns contres les autres. C'est le pays qui en pâtira... Je ne veux pas vous livrer aux militaires... Vous tremblez ! Je les connais » (Grébalé Gavier 2001:71).⁶ Une armée qui ferait irruption sur la scène politique et qui serait l'enjeu des luttes partisans serait le signe d'une radicalisation guerrière des affrontements politiques. L'armée ne saurait être employée, sans conséquences ruineuses, comme un moyen de régulation de la compétition politique. Certes une erreur politique a été commise à la cité universitaire de Yopougon en laissant l'armée s'en prendre violemment aux étudiants. Ce n'est pas une raison d'en commettre une plus lourde encore: l'intrusion de l'armée dans les affrontements politiques.

La ruse comme substrat de l'action

Toutes les traditions ont des figures pour dire la ruse. Les Grecs l'appellent médis. En suivant les indications de Dérienne et Vernant (1974), il apparaît que la ruse est celle-la même qui sert à « attraper aux filets ». Sa figure essentielle est celle de la poulpe, qui est « maître des liens ». Être rusé, c'est tromper pour prendre dans ses nœuds et filets un adversaire. Autrement dit, c'est tendre des pièges. Être rusé, c'est capturer le gibier, à la manière du chasseur Gagou qui sait que les singes, aussi malins soient-ils, qui voltigent d'arbre en arbre, finiront au sol grâce aux pièges savamment posés.⁷ La ruse n'équivaut pas seulement à prendre au piège mais aussi à en éviter. Rusé est celui qui sait se dérober, éviter les pièges qui lui sont tendus.

La conception peule de la ruse est plus instructive pour notre propos. Elle donne à voir une autre dimension de la ruse, dimension structurante de l'action: que fait-on quand on est en difficulté dans une situation où la confrontation semble devoir s'imposer? Que doit faire le pasteur transhumant face à l'hostilité? Rien ou plutôt, il doit esquiver, se dérober, trahir. Que veut-il sauver: son orgueil ou son troupeau? Pourquoi recourons-nous à la force sans réflexion alors qu'il existe des moyens plus économiques de résoudre un problème? Ce que les peuls appellent la *jamfa* est cette capacité de ne pas être pris dans la nasse d'une situation, évaluer les risques, les rapports de forces: Esquiver, ne pas subir.

Le gbrè est le mot baoulé pour dire ruse. Marc Augé parle de ce « mélange redoutable de ruse et de force qui évoque la démarche de la panthère » (Augé 1999). Samba Diarra, de son côté, fait ressortir ce point: « À côté de cela, il faut relever la démarche de panthère de Houphouët-Boigny » Des principales caractéristiques de la démarche politique de Houphouët-Boigny, on peut en relever une qui tranche par son caractère décalé: l'usage du gbrè comme instrument politique. Samba Diarra en résume le sens de la manière suivante: « Il y a d'abord le gbrè, philosophie de la dissimulation, très prisé dans le groupe baoulé, qui impose de donner le change en toutes circonstances, surtout quand on est chef » (Diarra 1997:31).

Houphouët-Boigny est *polumétis*. Mais pour bien comprendre, disons-le dans la langue qui est la sienne, le baoulé: Houphouët-Boigny est *blè*. Il est rusé. Il s'y connaît en matière de ruse. Il sait prendre au piège des mots ces adversaires qui ne croient qu'au caractère dénotatif du langage tout comme il sait les prendre au piège de la

chose politique. On dit alors: Houphouët-Boigny est fort et rusé. La preuve en est la manière dont il a déjoué « les manœuvres diaboliques de l'homme blanc » pendant la colonisation (1951-1952). Au fond, Le mot *blè* signifie dans le langage courant mensonge. Mais selon le contexte de son utilisation, il a le sens de ruse. Il dit tout à la fois mensonge, malice, perfidie, dissimulation, ruse. On doit différencier *blèfouè* d'*akobofouè* qui porte approximativement le sens d'arnaqueur, tout comme on ne peut le confondre avec *nglèlèfouè* ou intelligent. Lorsqu'on réfléchit à ce qu'enveloppe le gbrè, il ressort que celui qui en est doté, sait tout sur ce qui se trame contre lui. Houphouët-Boigny utilisait cette technique lorsqu'il avançait une phrase anodine comme pour dire à ses interlocuteurs qu'il n'ignore rien de leurs intentions. Il est invincible parce qu'il a le don de prémonition. Non seulement il sait ce qui se trame contre lui, mais en plus, il sait ce qu'il faut faire selon le cas. Mais ce savoir n'empêche pas de tomber dans les pièges. Si le savoir est une dimension essentielle du pouvoir, il n'a pas de rapport avec cette intelligence abstraite qui ne nous aide en rien quand il faut agir. Un vrai chef n'est pas non plus fort au sens de la bête. Autrement, il ne serait qu'un simple gardien de la cité: un soldat. Son savoir ne consiste pas à déduire l'action politique de règles antécédentes. Bien au contraire. Le temps de son action est le *Kairos*. Il prend la bonne décision au bon moment.

On peut dire cela autrement: « Il avance à petits pas, ne révélant que par touches successives ses véritables griefs; et encore est-ce à des tiers qu'il le fait... C'est après s'être saisi de sa proie qu'il révèle ses griefs » (Diarra 1997:76). Cet art de la ruse a ses exigences: ne rien dire ou agir sous la contrainte de l'urgence, différer l'expression de ses intentions, parler comme si l'on épelait une à une les lettres d'un mot qui ne sera su qu'à la fin, mettre dans la bouche des autres ce qu'on aurait voulu dire mais qu'on pourra toujours modifier en fonction des situations sans se dédire, donner l'impression de résoudre un problème alors qu'on en profite pour en résoudre trois. Cette dernière exigence a une traduction historique concrète. L'affaire du Sanwi permet à Houphouët-Boigny en même temps de réduire la JRDACI et de limoger Mockey qu'il considère comme un rival. Retourner à son profit une situation jugée dangereuse.

Un chef, dans la production du chef autocratique africain, est celui qui en plus d'être fort, est rusé, c'est-à-dire celui qui sait. Il sait démêler les nœuds des situations inextricables, séparer ce qui doit l'être pour éviter les effets perniciose des mauvais mélanges. De ce point de vue, la neutralisation stratégique de l'armée aura reposé sur la ruse qui, rappelons-le, est chez Machiavel une arme politique dont le but est d'éviter la violence effective, c'est-à-dire d'atteindre au moindre coût un objectif. Dans le cas d'espèce, elle a consisté à découpler la force et la légitimité, à rendre impossible, de manière durable, la participation de l'armée au processus de légitimation de l'ordre politique. Ainsi, tous les procès hallucinants contre les « complotteurs » des années 60, qui seront embastillés à la prison d'Assabou, sont une affaire politico-politique. Les procureurs et les juges sont des hommes politiques qui en jugent d'autres pour des faits politiques, que tous cherchent à établir ou à réfuter. Les « appareils répressifs d'État », pour utiliser le langage de Louis Althusser, ne

jouent aucun rôle sinon à la marge. L'armée ne participe pas à ce processus, qui apparaîtra comme le moment fondateur de l'ordre houphouëtiste, puisque la répression des complots de 1962-1963 a constitué, comme le rappelle Samba Diarra, citant Houphouët-Boigny lui-même, une manière de « tuer dans l'œuf toute velléité de contestation » de la légitimité du pouvoir (Diarra 1997:210). Du coup, elle ne fait pas partie de la structure du pouvoir. Tel est le moment de la violence fondatrice qui peut alors faire place à une autre grammaire du pouvoir: la légitimité est dans l'opinion et non dans la force. En capitalisant cette proposition essentielle formulée dans la philosophie politique de Hume, Houphouët-Boigny réoriente son pouvoir vers une idéologisation de sa légitimité.

La force ne peut que revêtir un caractère tactique. Elle permet d'enranger quelques victoires mais pas de gagner la guerre. La véritable question est la suivante: Comment faire passer la violence de son lieu naturel à celui de composante de l'action politique ? La ruse n'est pas l'autre absolu de la force. Le prince doit savoir user de l'homme et de la bête, du renard et du lion, plus du renard que du lion: savoir tromper. La ruse, selon machiavel, est l'arme des forts.⁸ Comment articuler les usages de la force et la ruse qui permet de faire comme si on n'en usait point ? La réponse est claire: être constamment à la lisière du paraître et de l'être, avancer masqué, être comme Calypso, celle qui se cache et qui cache: savoir rester dans l'ombre, s'éclipser si besoin est. Tel est l'art consommé du gbrè. La dissimulation est au cœur du pouvoir qui vit de la séparation entre la conduite réelle du chef et les modes de son apparaître. C'est en cela que nous parlons de l'idéologisation de la légitimité.⁹

Cette alchimie, que seule les années 60 pouvaient encore permettre, stabilise le pouvoir sur la légitimité historique que confère la lutte pour l'abolition du travail forcé, pour ne retenir que cet exemple, et les perspectives économiques prometteuses. Cet amalgame repose, in fine, sur ce que David Apter a appelé « la routinisation du charisme », aujourd'hui disparu. Il est évident que la singularité historique d'une telle légitimité pose problème, puisqu'elle peut s'éteindre avec celui qui l'incarnerait provisoirement. Le système rentre en crise lorsque le mode d'emploi par lequel on ajuste sans relâche les demandes aux capacités de les satisfaire matériellement et symboliquement, disparaît en même temps que son concepteur. Cela vaut naturellement pour l'équation complexe de la gestion de la défense nationale.

Si cette question de la légitimité est essentielle, pour la théorisation ici proposée, c'est que la légitimité incarnée par Houphouët-Boigny comme toute légitimité n'est en rien divin. Elle a un contenu et une efficacité historique dont l'épuisement signifie une incapacité à réguler le champ politique.

Le coup d'État de 1999 a justement signifié une accélération de la mutation de la légitimité déjà ouverte par l'instauration du multipartisme qui s'est accompagné d'une désacralisation du pouvoir. Moment dangereux duquel les acteurs politiques croyaient pouvoir tirer des dividendes. Le président Bédié aura recherché, dès 1993, en vain, la légitimité nécessaire à son action comme le président Gbagbo fait l'expérience que l'élection, seule, ne porte pas la charge de la légitimité. Allassane Ouattara

aura vécu un processus de dé-légitimation permanente aussi bien au plan biographique que politique. L'âpreté des luttes politiques ne suffit pas pour rendre compte de cette situation. Il s'agit d'un processus objectif qui lamine les prétentions à la légitimité parce que désormais les bases politiques et économiques d'une intériorisation des normes minimum d'acceptabilité de la domination sont vermoulues. Il y a une absence de pouvoir légitimant, de toute force médiatrice y compris l'armée. Ce qui explique la férocité des affrontements politiques.

L'année 1993 marque une véritable césure. Le général R. Guei a rappelé opportunément, trois jours après le coup d'État de décembre 1999, les raisons pour lesquelles la prise du pouvoir par les militaires n'était pas illégitime. Elle l'était d'autant moins que l'armée fut la pourvoyeuse de la légitimité du pouvoir Bédié en 1993. L'intervention de Guei devant tous les partis réunis fut tout simplement un délice linguistique et sociologique (*Le Jour* 1999 n° 1468).¹⁰

Penser l'armée: enjeux et paradoxes d'une politique de la paix

Le discours houphouëtiste sur la paix ne doit pas nous abuser. Il n'est pas un succédané de *Pacem in terris* de Jean XXIII. La valorisation du dialogue, comme la base nécessaire pour surmonter les divergences idéologiques, religieuses, politiques et militaires, a partie liée avec un pragmatisme politique qui n'a négligé en rien les questions de défense.

Durant toute la période des années 60, le problème récurrent mais tout aussi tabou fut celui de la sécurité et de la défense. Ce problème sans faire l'objet d'un traitement intempestif, a reçu toute l'attention nécessaire: Quelle armée ? Pour quelle sécurité ? L'armée est-elle adaptée face aux enjeux sous-régionaux ? Une milice est-elle nécessaire ? La politique houphouëtiste de défense est portée par un certain nombre de principes qui spécifient la place de l'armée et les exigences de la paix.

- 1) Premièrement, il s'agit de bâtir une armée capable d'assurer la défense du pays. Telle est la première exigence dont le manquement est tout simplement un crime (*Le Jour* 1999 n° 1468:429). Mais cette nécessité ne doit pas se retourner contre le projet global de développement: Il faut « organiser notre défense sans hâte inutile, donc sans recours à d'importantes dépenses militaires qui ruinteraieent notre développement économique et, du même coup, nous priveraient de tout effort social » (*Le Jour* 1999 n° 1468:430). Les raisons d'une telle option sont importantes: les dangers qui guettent la construction de la nation sont à la fois endogènes et exogènes. La faim, la maladie, l'injustice sociale sont autant de dangers pour la sécurité intérieure. Ce sont aussi des aliments pour les insurrections et les rébellions. Pour Houphouët-Boigny, l'argent doit servir au développement et non à acheter des armes: « Armons-nous contre la misère » (*Le Jour* 1999 n° 1468:349).
- 2) Deuxièmement, dégager les conditions de possibilité – qu'il ne faut pas confondre avec les conditions contingentes d'existence – d'une armée en Afrique. Ce principe n'a pas pour but d'occulter la présence militaire française. Après les indépendances, les États se sont dotés d'armées comme instruments de

souveraineté. Mais en réalité quelle est la viabilité de ces armées ? À quoi servent-elles ? À qui servent-elles ? Quel coût et pour quel budget ? Prenant l'exemple du Ghana de Kwamé Nkrumah, Houphouët-Boigny indique que ces armées ne tiennent leur existence que de satisfaire un « faux prestige » Aucune d'entre elles n'est en mesure d'attaquer ou de défendre durablement un territoire sans ressources extérieures: « Avec ses quatre bataillons, Kwamé Nkrumah peut-il vraiment attaquer un territoire quelconque s'il en avait l'intention ? Je ne le crois pas. Avec ses quatre bataillons Kwamé Nkrumah peut-il véritablement se défendre contre une attaque venue de l'extérieur ? Non ». (*Le Jour* 1999 n° 1468:203-204). Ce type d'armée sera toujours forte pour réprimer la population mais jamais assez pour exécuter ses tâches républicaines. La réflexion contenue dans ce deuxième principe donne à penser. Aucune des armées au sud du Sahara ne peut empêcher ni les insurrections ni les rébellions. Des pans entiers du territoire sont occupés, le pouvoir renversé ou menacé de l'être comme si l'armée ne servait à rien. C'est de ce constat de carence – dont les militaires ne sont pas la cause – que naît une locution du genre: « notre armée n'était pas préparée à ce genre de situation. »

L'improvisation et la radicalisation consistant à en appeler à la résistance civile, au populisme armée ou à miliciser une part importante de la population ne peuvent que donner l'illusion de pouvoir compenser ce déficit. Tout le monde sait que ces deux ingrédients ne font pas une politique de défense. La cohésion de l'armée ne survit presque jamais à cette radicalisation. Une véritable réflexion stratégique sur le rôle de l'armée dans l'économie générale du politique en Afrique, qui ne la réduirait pas à une fonction de répression, mérite de s'inscrire dans la durée. Elle serait partie prenante d'une politique publique de sécurité qui aurait pour tâche de faire baisser le niveau de violence. En effet, dans le contexte houphouëtiste, la politique de défense d'un pays repose sur sa capacité à créer le contexte pacifique de son développement.

- 3) Troisièmement, dans le contexte d'une récusation d'une politisation de l'armée, quelle place pour une milice d'autant qu'on retrouve, jusqu'aux détours des années 70, l'idée inchoative d'une « aptitude de toute la collectivité ivoirienne à prendre les armes pour défendre la patrie ». ¹¹ Une tentation éphémère aura été la création d'une milice du parti qui semble constituer un accroc à la ligne de politique générale de sécurité. Dans son livre *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Amadou Koné décrit de la manière suivante la création de la milice: « De même, ce fut à l'occasion du défilé organisé à Yamoussoukro en l'honneur du président Modibo Keita du Mali, en 1962, que les membres du bureau politique et tous ceux du gouvernement qui n'étaient dans les secrets découvrirent pour la première fois la garde prétorienne. Elle était entièrement recrutée dans la tribu du président » (Koné 2003:217-218). Ainsi Houphouët-Boigny n'hésite pas en 1963, face aux complots qui commencent, croit-il, à menacer son régime, à réduire les effectifs de l'armée qu'il fait passer de 5.500 hommes à 3.000 hommes et à créer une milice du

Parti d'environ 6.000 hommes qui ont la caractéristique d'être tous d'origine Baoulé comme lui.

Le discours prononcé par Houphouët-Boigny le 28 septembre 1963, lors d'une journée historique, porte les motivations et le contexte historique de la création de la milice du parti: se défendre contre les menées déstabilisatrices du régime: « Et comme nous ne concevons pas la liberté sans la paix, nous avons décidé d'assurer à tout prix cette paix afin que chacun de nous, en Côte d'Ivoire, puisse vivre en toute liberté ». Cette paix sera d'abord assurée par une armée bien équipée et déterminée, compétente. Son rôle: défendre le pays des dangers extérieurs. Il ne faut pas oublier que nous sommes en pleine rivalité entre la Côte-d'Ivoire et certains de ses voisins mais aussi dans une conjoncture politique détériorée par les complots des années soixante.

La Possibilité existe pour l'armée d'intervenir au plan intérieur: « si la nécessité se faisait éventuellement sentir, d'assurer l'encadrement de toute la nation en cas de danger mortel ». Mais, une fois de plus, *l'usage politique de l'armée n'est pas sans risque*. D'où l'idée de créer une milice du parti: « Notre parti doit donc veiller à la sécurité de tous nos militants; et c'est ainsi que tous seront appelés, pour une période limitée, à pratiquer le maniement des armes en vue d'être en mesure d'assurer, à tout moment, la sécurité de chacun. *Nous aurons le peuple armé*, d'où la trahison sera exclue puisque chaque membre de ce peuple devra, à tout moment, compter sur son voisin pour sa propre sécurité » (Koné 1975:145-146). Houphouët-Boigny ajoute la chose suivante: « Il ne pourrait, dans ces conditions, être fait appel à l'armée régulière pour la sécurité intérieure que si la milice nationale – car c'est d'elle qu'il s'agit – se trouvait débordée, ce qui, vous pouvez m'en croire n'arrivera jamais, compte tenu de la force dont elle disposera et de la foi qui l'animerait » (Koné 1975:145-146). Phrases étonnantes, à la limite de l'apostasie. Qu'est-ce qui a provoqué cet excès de fièvre ? Il faut remarquer que la question de la milice du parti ne s'est posée qu'au regard des tensions politiques suscitées par les premières revendications pour l'instauration du multipartisme et la contestation de la légitimité du régime.¹²

- 4) Quatrièmement, faire apparaître l'impérieuse nécessité d'une politique de la paix. Les conflits doivent être désamorçés ou résolus par le dialogue et la négociation. Houphouët-Boigny ne croyait qu'aux vertus de la Paix: « Le chef des armées, c'est moi... je ne serai jamais dans ma vie au rendez-vous de la force mais toujours au rendez-vous de la conciliation et de la Paix ».¹³ Cette position qui n'est pas seulement philosophique mais une véritable méthode de gestion des conflits était un des aspects importants de la pensée et de l'action du président Houphouët. Le Général Gaston Ouassenan Koné touche juste lorsqu'il affirme: « Vous savez, dans la conservation de la paix, l'armement est parfois secondaire. Ce qui est important pour un pays qui aspire la paix, c'est sa politique de bon voisinage ».¹⁴ Évoquant les difficiles relations avec le Ghana dans les années soixante, il ajoute: « or la politique de bon voisinage que le Président Houphouët a mené, a fait que très souvent la Côte d'Ivoire est passée à côté de périls plus graves que celui que nous vivons actuellement ».

L'exemplarité de la politique de défense d'Houphouët-Boigny vient de ce qu'elle donne l'impression de ne jamais recourir à la force et à l'intrigue. Le cynisme n'explique pas tout. Une hiérarchisation donne la primauté à la politique parce que ce qui est établi par la seule force est ou sera contesté. Dans la politique de défense du président Houphouët-Boigny se trouvent réunis la coercition militaire au plan interne (répression de la rébellion Sanwi), les relations de bons ou de mauvais voisinage avec le Ghana, l'usage des instances sous-régionales comme instruments politiques non pas de résolution diplomatique des conflits mais de combat, le poids des rapports Est-Ouest. La manière dont Houphouët-Boigny use de ces trois instruments dans le temps indique clairement que, pour lui, la politique est auto-instituante, la force n'en étant qu'un ingrédient et pas le plus important.

Les relations entre la Côte-d'Ivoire, au prise avec une rébellion, et le Ghana furent, dans les années 60-70, aussi tendues que ne le sont aujourd'hui celles qui la lient au Burkina Faso depuis l'année 1995. On peut mettre ces deux situations historiques en parallèle sans pour autant les confondre. Il est intéressant de voir fonctionner deux politiques (celle menée par Houphouët-Boigny et celle de Gbagbo) qui n'ont pas les mêmes prémisses ni la même logique mais qui sont confrontées à la défense des intérêts vitaux de la nation. Le Ghana joua un rôle important dans la rébellion Sanwi puisqu'il hébergea les principaux instigateurs de la rébellion. En effet, le conflit de leadership qui oppose Houphouët-boigny et Kwamé Nkrumah ne fait que raviver, à chaque fois, les visées annexionnistes du Ghana sur le royaume du Sanwi situé à sa frontière Ouest. Le problème se pose dès 1959 quand le Sanwi se soulève une première fois. Un droit d'asile destiné à l'origine à tous ceux qui sont persécutés par les autorités coloniales permet d'accueillir les insurgés comme si la Côte d'Ivoire ne faisait que prolonger la domination coloniale. De ce jour, Houphouët-Boigny n'aura de cesse de faire en sorte que les réfugiés sanwi soient remis aux autorités ivoiriennes. Il mène bataille sur deux fronts. Premièrement, il se sert de la question du Congo-Leopoldville pour faire apparaître à tous que K. Nkrumah, qui vient de décider de mettre son armée au service du Congo, ne connaît que le langage de la force et des armes là où la sagesse préconise d'agir par la conciliation. Aucune crédibilité ne peut être accordée à un va-t-en-guerre. Deuxièmement, la découverte, à l'occasion de l'affaire de la rébellion du Sawaba au Niger, de camps d'entraînement au Ghana pour former les opposants des régimes voisins à la guérilla, constitue un motif supplémentaire pour isoler Nkrumah (boycott de la conférence interafricaine d'Accra)

Derrière les principes d'une philosophie de la paix, il y a aussi les coups de jarnac. On songe aux rencontres secrètes que l'homme d'État ivoirien a eu avec le docteur Busia à Bondoukou dans l'Est de la Côte d'Ivoire (Diarra 1997:232). Finalement Nkrumah est renversé le 23 février par le colonel Kotoka. Incontestablement, Houphouët-Boigny venait de remporter provisoirement une victoire. Il pouvait à présent rétablir des relations de bon voisinage avec le Ghana qui porteront leurs fruits. Le nouveau pouvoir livre les insurgés sanwi au gouvernement ivoirien, Houphouët-Boigny, magnanime, peut dire: « Même égarés, revenez à la maison,

vous êtes des frères » (Baulin, Laronce 2000). Finalement Houphouët les libéra. La Côte d'Ivoire continua de vivre en paix.

C'est parce qu'Houphouët-Boigny disposait d'une « méthode » permettant d'articuler une vigoureuse politique de bon voisinage, qu'il ne jugeait pas utile de développer outre mesure l'armée. Des enseignements polémiques ont été tirés de cet épisode de l'histoire de la Côte d'Ivoire. Ainsi, le général Ouassenan Koné affirme: « je puis vous dire que si le PDCI était encore au pouvoir, ce qui nous arrive ne se serait pas produit. Tout aurait été fait pour que ces militaires déserteurs puissent regagner le pays en toute sécurité. Les autorités ivoiriennes auraient négocié auprès des autorités Burkinabè, leur retour ». ¹⁵

Deux remarques finales: 1) La méthode houphouëtiste de la paix valorise le dialogue comme solution pour mettre fin aux tensions politiques. Elle se défie des armes et de la violence pour dénouer les crises politiques. Prospective, elle ne fait pas de l'armée son principe. On peut toujours faire remarquer que la paix houphouëtiste est le produit d'une violence qui ne fut pas que symbolique:

L'homme a pensé entrer dans l'histoire par sa rhétorique sur la paix... et un développement socio-économique réussi de la Côte-d'Ivoire. Il a eu le mérite incontestable d'avoir compris qu'il ne saurait avoir de véritable développement sans paix intérieure. Mais malheureusement, il n'a jamais réalisé qu'il y a paix et paix intérieure. D'une part la paix intérieure des régimes totalitaires, qui repose sur la répression, la peur, voir la terreur. De l'autre, la paix intérieure qui procède de la démocratie, c'est-à-dire du respect des droits imprescriptibles, la liberté, la justice, l'égalité. Il a fait un choix obstiné du premier type de paix (Diarra 1997:238).

Cette caractérisation pour fondée qu'elle soit, laisse de côté les résultats forcément contrastés de la politique houphouëtiste de la paix. Pour n'en prendre qu'un des résultats les plus fragiles, nous remarquons que le développement méthodique d'une idéologie de la paix, dans laquelle les ivoiriens baignaient, bien qu'ils n'en furent pas dupes, n'a pas eu pour seul effet d'anesthésier leur capacité de révolte, mais aussi de les convaincre que la paix est une valeur positive. Ce qui tranche avec la stratégie du pire qui fait de la guerre le seul langage de la politique. Il est incontestable que la violence participe de la fondation et de la continuation du système encore faut-il la différencier pour en saisir les mutations qui en modifient les usages. 2) Lorsqu'on analyse les raisons de la solidité et de la longévité du régime houphouëtiste, on s'aperçoit qu'il reposait en priorité sur une culture partagée de la tolérance et de la compétence comme base d'accès aux ressources. Le clientélisme à l'Ivoirienne était aussi fondé sur cette compétence qui neutralisait les différences ethniques. ¹⁶ C'est une erreur de considérer que le système houphouëtiste a jeté par-dessus bord le mérite et la compétence comme critères de promotion sociale et politique à partir de 1963 au profit de l'allégeance politique et ethnique. Selon nous, la compétence et le mérite sont bel et bien restés des facteurs importants du système. Simplement, ces critères coexistent désormais avec d'autres plus politiques. On laisse jouer le critère de compétence à certains niveaux du système. C'est cette méthode que le colonisateur utilisait déjà. Quand le gâteau économique se réduit, on passe de l'allégeance

politique à des critères plus ethniques. Les critères deviennent d'abord cumulatifs pour finalement devenir erratiques quand le système politique dysfonctionne. Or c'est ce double socle qui se trouve finalement fissuré avec la crise économique (année 80) et la crise politique née de l'incapacité d'assumer les véritables enjeux du multipartisme.

L'armée au cœur des luttes de pouvoir (1990–1999)

De 1990 à 1999 l'armée devient un des acteurs essentiels des convulsions socio-politiques qui n'ont cessé de secouer la Côte d'Ivoire. Elle est de plus en plus partie prenante dans les luttes politiques inhérentes aux processus de construction de la nation. Si l'armée n'est pas restée muette tout le long de son histoire, il faut remarquer que sa « prise de parole » change de nature à partir des années 90.¹⁷ Ses premiers vrais soubresauts se produisent à ce moment là. Les soulèvements des années 60 étaient des tentatives, somme toutes circonscrites, de prise du pouvoir qui n'affectaient pas l'armée dans son existence même alors que les mutineries de 90 ont eu des effets dévastateurs à long terme. Elles étaient le signe d'une détérioration du moral dans l'armée, d'une dégradation des conditions de vie, de l'apparition d'un nouvel esprit de contestation, porté par les jeunes, qui ira crescendo. Les effets cumulés des mutineries de 90 et du boycott actif pratiqué par les partis d'opposition (FPI, RDR) que le pouvoir avait dénoncé comme ayant une dimension militaire souterraine, inscrivent l'armée dans une nouvelle économie de la violence. Commence l'ère du soupçon et de la marginalisation.

Du coup, l'armée n'échappe plus au clientélisme, à la lutte des factions et aux tensions inter-ethniques qui naissent de ces luttes. Elle est donc partie prenante d'une violence qui naît de l'effritement du modèle houphouetiste.

Le temps des ruptures

Le coup d'État de 1999 intervient dans une société ayant fait l'apprentissage de la violence. Le modèle théorique proposé par Harris Memel Fotê permet d'en saisir la logique. (Memel Fotê 1991) Selon lui, il y a deux manières de rompre avec l'ordre du monopartisme qui est celui des pères fondateurs: 1) la forme militaire qui peut être soit un coup d'État militaire, soit une rébellion; 2) la forme civile qui voit la société civile contester l'ordre. Dans les deux cas, il s'agit d'un parricide. Le parricide militaire introduit, « la première et très tôt », la confiscation du pouvoir des pères fondateurs. Cependant que le parricide civil est le ferment d'une communauté politique nouvelle. Si la forme militaire du parricide lui paraît dépassée, la forme civile est la seule capable d'instaurer une vraie démocratie. Il y a passage de la forme militaire à la forme civile-populaire du parricide. Or l'examen d'un tel passage s'adosse à une théorie de la fondation. En ce sens le parricide est synonyme de démythification, de désacralisation des figures politiques anciennes qui, au passage, valorise le contestataire.

Une attention portée à la contestation militaire fait apparaître un glissement, à la faveur de l'histoire, des coups d'État qui sont le fait de la hiérarchie de l'armée à

ceux exécutés par des officiers subalternes, voire de simples soldats. Il ne faut pas confondre ces deux régimes. La hiérarchie militaire peut avoir tissé des liens avec la classe politique dominante ». Elle est, en quelque sorte, composée des « dominées de la classe dominante. Les sous-officiers sont les dominés tout court dont les méthodes de prise du pouvoir puis la gestion de celle-ci peut impliquer une violence extrême et un désordre. En tout état de cause, il y a là comme une « démocratisation » militaire de l'accès au pouvoir et de la prise du pouvoir à son propre profit ou au profit d'un tiers.

Il existe une autre forme du parricide, remarquable quant à ses méthodes et ses finalités, qui comporte une dimension proprement fratricidaire. Ce sont les rébellions armées menées dans le but de renverser le régime en place ou de l'amener à « négocier une transition à une formule de démocratie réelle ». Par contraste, le parricide civil et populaire est exécuté par la société civile contre les systèmes politiques organiques qu'elle déconstruit pour rendre possible le passage au pluralisme politique.

Or selon nous, il ne faut pas seulement examiner de manière successive les deux formes du parricide politique ni même les distribuer selon une logique spatiale (par pays). Malgré la force de la démonstration de Harris Memel Fôté, elle reste tributaire de l'optimisme d'une dialectique qui oublie les ruses de la raison historique: les deux formes du parricide peuvent s'impliquer mutuellement lorsque la légitimité antérieure a été défaite sans qu'aucun référent nouveau vienne normer l'espace politique. Du point de vue théorique, rien n'interdit de penser leur croisement possible. Selon nous, Le coup d'État de 1999 est justement le résultat d'un double parricide, soit une crise militaro-civile: entrelacement de la montée en puissance d'une violence devenue le langage de la satisfaction des revendications politiques et identitaires et le règlement par les armes de problèmes essentiellement politiques. Pour la première fois en Côte d'Ivoire, l'année 2000 a vu s'affronter des militaires et des civils pour la poursuite des élections par d'autres moyens.

À partir du moment où les fondations de l'ordre ancien se sont érodées, la crise qui survient ne peut être autre qu'une crise militaro-civile qui voit se déliter des pans entiers de la société. Ce coup d'État est, au fond, le moment paroxystique de l'entrelacement du parricide militaire et du parricide civile auxquels il ne peut mettre fin.

Ce n'est pas un hasard si la guerre, en cours en Côte-d'Ivoire, plonge ses racines immédiates dans la prise de pouvoir de 1999 par le général Guei. Contrairement aux dénégations des auteurs du coup d'État qui voulaient faire comme si celui-ci ne correspondait pas à la rupture consommée avec l'ordre ancien (la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny), il est apparu évident qu'il ne pouvait être compris comme un approfondissement des libertés publiques en vue de consolider le multipartisme et de permettre l'organisation d'élection libre.

L'analyse du parricide militaire, tel qu'envisagé par Harris Memel Fôté, ne recherche pas les conditions économiques qui le rendent possible. Elle porte principalement sur son sens politique. Celui-ci s'inscrit dans une nouvelle économie de la violence qui en fait, désormais, le moyen de règlement des conflits politiques. S'il y a une différence axiologique entre le parricide militaire et civil, l'accélération

récente de l'histoire de la Côte d'Ivoire est là pour nous montrer que le parricide militaire peut se situer dans le prolongement d'une contestation civile de l'ordre politique qu'il prend en charge sans pouvoir apporter la rénovation démocratique de la société. Autrement dit, la montée progressive de la violence, à laquelle participent des franges de plus en plus large de la population, prépare la prise du pouvoir par les armes. On admet de plus en plus l'usage de la violence ainsi que celles des armes. Les esprits ne sont plus réfractaires à la « guerre totale » qui transforme la politique en cauchemar.¹⁸

L'armée, un ordre brisé ?

Ce ne sont ni les armes ni les effectifs qui constituent, en premier, une armée. Ce qui fait une armée, c'est la discipline qui, selon M. Foucault, est une forme de distribution du pouvoir qui implique le dressage et l'encadrement des corps, le conditionnement des esprits par lesquels les soldats intègrent les normes d'une vie et d'une action communes. La centralité de la discipline vient de ce qu'elle n'est pas identifiable, sans plus, à l'obéissance. Elle n'est pas seulement hiérarchique mais aussi horizontale. Elle oblige à regarder en haut et surtout à côté de soi. Elle est une forme de dépendance, de soumission qui est aussi solidarité. Le principe de son exercice requiert l'altérité comme sa dimension constitutive. Sa matérialisation est cette communauté paradigmatique dans laquelle je dépends de l'autre pour ma survie et inversement. C'est la raison pour laquelle la discipline appelle les valeurs d'ordre, d'organisation, d'entraide, de dévouement, de respect de l'autre. Son travail est le rassemblement de ce qui, au départ, est hétérogène. Elle implique, certes, la force qui façonne un ordre non éphémère mais aussi la mise en rapport de singularités qu'elle arrache à la contingence de l'origine, de l'ethnie, de la religion. Seule une illusion rétrospective peut laisser croire à l'existence, dans le passé de la Côte d'Ivoire, d'une armée fondée sur cette discipline ouverte. Mais l'ébauche d'une armée nationale, dans les années 70-80, dans laquelle la multi-ethnicité, l'égalité confirmée par l'uniforme, tout comme à l'école, est incontestable. Il est tout aussi incontestable que la solidarité civique a été progressivement désapprise, supplantée par la méfiance et bientôt par la défiance. L'évolution de l'armée ivoirienne s'est fait à rebours de cette solidarité que le champ de bataille n'a pas éprouvée.

Une recherche sur l'armée ivoirienne doit prendre en charge l'histoire politique du pays depuis 1990 dans la mesure où les forces armées y ont été fortement impliquées. Cette analyse permet alors de rendre compte des fractures qui vont progressivement déstructurer l'ordre que l'armée était censée incarner. Sans une telle approche, on ne peut pas comprendre les rapports entre cette déstructuration de l'armée et les enjeux de la crise politico-militaire actuelle.

À partir de 1999, se produit une accélération dans la constitution des milices et autres gardes prétoriennes. Ce phénomène ira en s'accroissant: Des centaines de miliciens originaires de l'Ouest montagneux sont recrutés par Guei qui tente aussi de noyauter la gendarmerie. Il y a une perte de l'« esprit de corps » désormais rendu impossible par les recrutements parallèles ainsi que par l'indiscipline. L'armée se

divise en factions. Pour la première fois, avec le coup d'État de 1999, apparaissent, au sein de l'armée, des groupes dont les membres se regroupent par affinité politique ou ethnique. Leur dénomination est déjà le signe d'un défi à l'ordre militaire: « CAMORA », « Brigades rouges », « Mafia », « Cosa Nostra ». Il s'agit d'un phénomène tout à fait inédit en Côte d'Ivoire, et qui va se révéler lourd de conséquences. Il y a d'abord un processus d'inversion qui voit les groupes de l'ombre composés de sous-officiers vont fonctionner comme des structures de contrôle de la hiérarchie militaire mais surtout comme des groupes de pression politique qui vont tenter de peser sur les orientations du CNSP (Comité National de Salut Public). Pire, des affrontements, à l'issue souvent dramatique, où il s'agit d'éliminer des ennemis, politiquement et ethniquement identifiés, précéderont les élections de 2000. Craints de tous, ces nouveaux types de soldats sont les adeptes du redressement de torts et d'une justice qui n'en a que le nom. Ils sont les nouvelles « Super Stars » de l'armée et de la politique. Ils se mettent au-dessus des marginaux en uniforme qui ont une vie de misère et qui sont les pillards dès qu'éclate une mutinerie. Ce qui n'exclut pas que ces militaires ou certains d'entre eux adoptent des comportements prédateurs et parfois criminels (Kieffer 2000). Certains des sous-officiers de ces groupes sont des acteurs des tentatives de coup d'État qui vont rythmer la vie politique à partir de l'année 2000. On les retrouve dans la rébellion. Certains de leurs « frères d'arme » jouent un rôle important, sur une ligne politique adverse, dans les forces dites loyalistes. Ils ont formé ensemble les troupes d'élite au camp d'Akandjé près d'Abidjan. Les figures antithétiques du sergent-chef Ibrahima Coulibaly dit « IB » et du sergent-chef Boka Yapi symbolisent, mieux que tout, les affrontements militaro-politiques au sein de l'armée.

Les clivages au sein de l'armée se mesurent aujourd'hui à plusieurs faits: 1) Les partis politiques les plus importants disposent au sein de l'armée d'hommes qui leur sont loyaux, et qui sont prêts à intervenir le cas échéant. Un exemple suffit pour illustrer ces divisions. Le soir de la formation du premier gouvernement de la transition militaire, un groupe de soldats se réunit sur la place d'arme du camp d'Akouedo et tirent en l'air comme pour donner un coup de semonce aux politiques. Le colonel Doué, malade, est absent du premier conseil des ministres. Finalement, L. Gbagbo pose la question politique: « Si le coup d'État est RDR qu'on nous le dise ». Les « rumeurs » continues de coups d'État distillées par les factions rivales sont aussi les symptômes de la division et de la déliquescence de l'armée.¹⁹ La naissance de groupes dits de « coordination des militaires patriotes » qui insistent sur le règlement des primes dues aux militaires et l'application des accords de Marcoussis, sur la prise de mesures en vue de sécuriser la population. D'autres groupes en appellent, de façon publique, à la défense de la patrie, au soutien aux institutions et à la constitution. Ainsi donc l'armée est prise dans un processus objectif et historique d'éclatement.

Conclusion

L'armée est au prise avec elle-même, tiraillée par des luttes factionnelles qui sont autant d'exemples de l'impasse dans laquelle se trouve la transition démocratique en

Côte d'Ivoire. Elle est confrontée à deux problèmes importants qui se greffent sur sa politisation: l'impunité et l'ethnisation.

La conception libérale de l'armée, encore défendue par John Rawls, selon laquelle celle-ci a pour fonction de défendre l'État pour autant qu'elle s'engage à protéger les institutions politiques démocratiques et à préserver les libertés des citoyens, est loin de traduire l'expérience des armées africaines et en particulier celle de Côte d'Ivoire (Rawls 2000).

Il y a bien longtemps que l'armée n'exerce plus totalement sa fonction de sécurisation et de préservation de la liberté des citoyens. Le problème de l'impunité des militaires ou des rebelles ayant commis des exactions contre les populations civiles permet de mettre l'accent sur l'abandon de cette fonction. L'impunité est devenue un des problèmes qui explique les dérives de plus en plus graves observées dans le comportement de certains éléments des forces armées.

Les gendarmes impliqués dans le charnier de Yopougon sont restés impunis à la suite d'un procès raté (Lepage et Vital 1003).²⁰ Impossible de punir si les coupables appartiennent aux forces de défense et de sécurité. Il y a d'abord un problème d'incapacité à gérer l'ordre public et secondairement une forme de cynisme qui fait passer le droit des individus aux pertes et profits de la férocité des luttes politiques. Impossible de punir si les coupables sont des soldats en rupture de ban, acteurs de coups de force. L'Absolution doit leur être donnée parce qu'ils défendent une cause juste.

En Côte d'Ivoire les tribunaux militaires n'ont cessé de fonctionner en pure perte puisque les sanctions apparaissaient toujours comme politiques. Elles l'étaient quelquefois mais pas toujours. D'où l'impression que la justice n'est pas rendue.²¹

Cette impunité est l'indice patent d'un phénomène proprement inquiétant qui est la gangstérisation progressive de certaines fractions des forces de défense et de sécurité par un effet d'autonomisation vis-à-vis de la hiérarchie militaire. Ce phénomène est renforcé par la dissolution de la chaîne de commandement. En fait, lorsque les luttes politiques se radicalisent, et qu'il devient évident qu'il faut continuer la politique par d'autres moyens, apparaissent alors ces clans et factions souvent autonomes qui « opèrent sur le mode du crime organisé » (Ayissi 2003).

Cette impunité récurrente est un véritable danger pour la Côte d'Ivoire. Il y a danger lorsque le non-respect des règles et règlements militaires, du droit, des droits de l'homme ne prête pas à conséquence. La question qui se pose, à présent, est de savoir si l'internationalisation du droit est à la hauteur des enjeux de ces impunités dévastatrices au plan local. Il est clair qu'une refondation citoyenne de l'armée devra réintroduire le principe de la responsabilité émancipé de l'obéissance aveugle ou intéressée.

En ce qui concerne l'ethnisation, des remarques rapides peuvent être faites. Les politiques et leurs scribes s'accusent mutuellement, hier comme aujourd'hui, de vouloir ethniser l'armée à des fins de domination hégémonique à caractère ethnique. En fait, il faut tenir ce type de polémique, vieux serpent de mer, comme un symptôme du malaise vécu par l'armée. La tendance naturelle, quoique improductive, puisqu'elle ne fiabilise pas plus l'armée, des politiques, est à l'ethnisation.

L'adversaire est accusé de pratiques ethnicistes dont on se défend, et que les faits et les chiffres finiront par révéler.

Derrière les fonctions idéologiques des discours sur l'ethnicisation de l'armée, se cachent des processus plus profonds dont les conséquences ne sont pas toujours mesurer à leur juste portée. Ce que nous pourrions appeler *l'ethnicisation socio-économique* est la conséquence de stratégies « géo-politiques » pour « placer » ses frères, cousins et amis dans l'armée devenue un refuge contre le chômage. *L'ethnicisation politique* viendra toujours se greffer sur elle pour maximiser ou défendre des ressources politiques acquises. En Général, ce processus de détournement échoue presque toujours. Mais ses conséquences sont redoutables puisqu'elles ne cessent de fragiliser les bases d'une armée véritable. Comment sortir de cette logique d'instrumentalisation ethnique de l'armée ? Sommes-nous condamnés à n'avoir qu'un conglomérat de forces armées ? Difficile de répondre à ces questions. Cependant, il est évident que l'option d'une formation quotataire de l'armée sera vouée à l'échec. Il suffit de regarder le type d'enrôlement pratiqué à Abidjan et à Bouaké, pendant cette guerre, pour se rendre compte qu'il recoupe la fracture nord-sud. La refonte et la refondation ne peut signifier la création de deux armées en une.

Notes

1. De nombreux enfants des quartiers populaires d'Abidjan en furent les témoins, eux qui, dans les années 70-80, mangeaient au camp Gallieni d'Adjamé, des morceaux de viande dont ils n'avaient vu la grosseur nul part ailleurs.
2. « Durant la première année, les recrues s'adonnent au service militaire, sous la forme classique, et lors de leur passage en seconde année, elles « donnent leur sueur pour...l'indépendance économique », selon le Président F. Houphouët Boigny. Cf. Bangoura 1992.
3. Phrase-clé d'un discours d'Houphouët-Boigny prononcé en 1968, et qui servit pendant longtemps de référence aux militaires.
4. Elle diffère en cela de l'armée burkinabé et encore plus de l'armée algérienne qui est née d'une lutte acharnée pour l'indépendance. Sur la naissance de l'armée burkinabé, cf. Guissou 1995: 55-75. Sur l'histoire et les trajectoires des armées au Magreb, on consultera avec profit *Confluences Méditerranée*, n° 29, 1999.
5. La réponse du président ivoirien mérite d'être notée: « Si je n'ai pas une âme d'esclave, et je n'ai pas une âme d'esclave, je n'ai pas non plus une âme d'aventurier, une âme de maître-chanteur » (Houphouët-Boigny 1978:290).
6. (Grébalé Gavier 2001:71). L'opposant historique Laurent Gbagbo fut alors le seul à proposer pour la Côte d'Ivoire une armée qui soit véritablement républicaine. Il n'a cessé de fustiger l'instrumentalisation politique de l'armée.
7. Les Gagou sont une composante du peuple ivoirien qui habitent le centre-ouest du pays. Ils sont des chasseurs rusés.
8. (Augé 1999:31). Cela n'est pas sans rappeler le Gbrè ou la ruse des Baoulé. L'écrivain Bandama Maurice faisait remarquer que la ruse chez les Baoulé a une racine historique. Elle serait née de l'expérience historique de l'exil qui les a conduits du Ghana en Côte

d'Ivoire. Elle serait faite de prudence, d'attentisme. Cette manière de qualifier la ruse comme prudence circonstancielle ne suffit pas pour en comprendre tous les aspects.

9. Il y a ici une différence par rapport à Hobbes qui considérait la ruse comme l'arme par excellence du faible. Le faible sera toujours assez fort, par la ruse, pour vaincre le plus fort. Conception négative et réactive de la ruse. La conception machiavélique est plus dynamique, plus productive aussi.
10. C'est ce qui explique le décalage entre le discours et les pratiques houphouëtistes de la paix et les usages multiples de la violence et de l'intimidation tout le long du règne du « vieux ». Samba Diarra ne retient, au total, que l'image d'un Houphouët « Coléreux et violent, dissimulateur, machiavélique, fabulateur, et têtue » Cf., p. 132. Mais les choses sont-elles aussi simples?
11. *Le Jour* n° 1468 du mardi 28 décembre 1999. Le général Guei déclare: « Mais nous dans l'ombre, on pouvait vous écarter comme certains de nos frères d'armes dans d'autres pays. Nous étions quatre: Bédié, Léon Konan Koffi, Joseph Ehui Tanny et moi-même. Le président Bédié m'a appelé à deux heures du matin pour me dire que M. Allassane Ouattara ne voulait pas obéir à ses ordres. Je lui ai dit d'engager, avec lui, le dialogue parce que Allassane est son jeune frère. Il a répliqué: « Oui, mais, il ne veut rien entendre »... J'ai demandé séance tenante à Léon Konan Koffi d'aller vers le grand chancelier, Coffi Gadeau et lui dire que son fils, le chef d'État-major – au nom de l'amour que les uns et les autres ont eu pour le président Houphouët-Boigny – te demander de rencontrer A.D.O et lui demander de nous aider à appliquer la loi de la république ... ils ont actionné M. Allassane Ouattara qui a rendu la démission du gouvernement ».
12. Interview du ministre M'Bahia Blé Kouadio, *Fraternité-Hebdo*, 1 août 1975.
13. Il existe une autre forme de privatisation partisane de la violence qui, bien que non institutionnelle, mérite d'être soulignée au passage: la loubardisation d'une frange de la jeunesse qui n'est pas sans évoquer, de loin, la crise actuelle. « Les loubards » sont les groupes de jeunes, étudiants ou pas, qui intervenaient, dans les années 90 au plus fort de la contestation du régime dans la rue, par la violence lors des manifestations pour défendre l'ordre. La bande à Zébié regroupe les plus connus. Ils forment des comités de vigilance dans le but de réduire les mouvements des étudiants. Dissuasion, surveillance, répression, telles étaient ses finalités opératoires.
14. Déclaration du président Houphouët-Boigny devant la commission d'enquête, à la suite de répression des étudiants de la cité universitaire de Yopougon en mai 1991. Cf. Grébalé Gavier 2001:70
15. *Le Nouveau Réveil*, n°340, 30 décembre 2002.
16. Il ne s'agit pas ici d'occulter le déficit démocratique du système houphouëtiste ni les effets corrosifs de la corruption illustrée par la métaphore du « grilleur d'arachide ».
17. Malgré cette marginalisation, l'armée ne restera pas totalement muette comme l'attestent les tentatives de coups de force et les mutineries qui eurent lieu en 1963, 1973, 1975, 1977, 1980 et finalement 1990, 1992, 1995, 1999.
 - 1) Le complot de 1963 se produit dans le cadre de deux présumés complots contre le pouvoir. Un certain nombre d'officiers sont arrêtés en même temps que le ministre de la défense d'alors.
 - 2) 1973, Nouveau « complot » dans l'armée. De jeunes officiers se soulèvent conduits par le capitaine Sio, ils tentent de fomenter un coup d'État.
 - 3) En juin 1977, a lieu ce qu'il est convenu d'appeler le complot des jeunes officiers. Une douzaine d'officiers sont arrêtés en juin, jugés et condamnés à de lourdes peines dont

- des condamnations à mort pour atteinte à la sûreté de l'État. Bien que les peines de mort ne furent pas appliquées, ces officiers seront radiés des rangs de l'armée.
- 4) En 1980, commence l'affaire Oulai du nom d'un officier de police qui aurait été la partie visible d'une tentative de rébellion associant une partie importante du personnel politique. Cette affaire fut jugée pour ce qu'elle était, à savoir un coup monté.
 - 5) Mutinerie de 1990. Elle fut sérieuse, un millier de conscrits descendent dans la rue. Le motif avancé est strictement catégoriel ce qui ne veut pas dire sans conséquence: ils refusent d'être rendus à la vie civile. Ils exigeaient engagement dans l'armée, solde et retraite à 55 ans. Le président Houphouët-boigny leur céda.
 - 6) 1992, la garde présidentielle se mutine. Les caves du palais sont pillées.
 - 7) 1995. L'armée est accusée d'avoir cherché à renverser le régime. Des officiers sont radiés de l'armée. Le général Guei est limogé de son poste de chef d'État-major.
18. Dans cette crise militaro-civile où la violence semble être le stade ultime du règlement des questions politiques par les armes, et dans laquelle les armes semblent s'être imposées à tous, il n'est pas inutile de rappeler que les modes de légitimation de la violence s'adosent à des référents moraux. Ce qui explique qu'on y frôle en permanence la justification religieuse. Le monopôle de la violence légitime, qu'elles supplantent, fonctionne sur un registre plus instrumental.
 19. cf. *Notre voie* du vendredi 14 mars 2003.
 20. cf. Lepape et Vital 2003. Cette impunité remonte au temps du président Houphouët-Boigny qui, après la répression des étudiants de Yopougon par l'armée, eut cette phrase devenue célèbre: « N'attendez pas d'Houphouët des sanctions (...) Quand le couteau vous blesse, vous ne le jetez pas ».
 21. C'est ainsi que le sergent chef Ibrahim Coulibaly dit « IB », déserteur de l'armée ivoirienne, homme clé du coup d'État de 1999, déclare sur RFI: « La plupart des militaires et gendarmes qui sont en prison en Côte d'Ivoire sont originaires du nord. Est-ce que c'est normal » RFI. 12 octobre 2002.

Bibliographie

- Amondji, Marcel, 1984, *Félix houphouët-Boigny et la Côte d'Ivoire: l'envers d'une légende*, Paris: Karthala.
- « L'armée ivoirienne de la marginalisation à la prise de pouvoir », *Afrique contemporaine*, n°193.
- Augé, Marc, 1999, « Ultime mise en scène de l'ancien régime ivoirien », *Le Monde diplomatique*, mai.
- Ayissi, Anatole, 2003, « Ordre militaire et désordre politiques en Afrique », *Le Monde diplomatique*, janvier.
- Bangoura, Dominique, 1992, *Les armées africaines (1960-1990)*, Paris: CHEAM.
- Baulin, Jacques, 1980, *La politique Africaine de Houphouët-Boigny*, Paris: Eurafor-Press.
- Bédié, Henry Konan, 1997, *Discours et messages à la nation ivoirienne*, La documentation ivoirienne, Abidjan.
- Bédié Konan, Henri, 1999, *Les chemins de ma vie*, Plon: Paris.
- Contamin, Bernard et Memel-Fotê, Harris, 1997, *Le modèle ivoirien en question*, Paris: Karthala-Orstom, Paris.

- CURDIPHE, 1996, « L'ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du président Henri Konan Bédié », *Ethics* n°1, octobre, Abidjan, PUCI. (Actes du forum CURDIPHE du 20 au 23 mars 1996, Abidjan).
- Détienne, Marcel, et Vernant, Jean Pierre, 1974, *Les ruses de l'intelligence ou la métis des Grecs*, Paris: Flammarion.
- Diarra, Samba, 1997, *Les faux complots d'Houphouët-Boigny*, Karthala, Paris.
- Foucault, Michel, 2001, *Dits et écrits II*, 1976-1988, Paris: Gallimard.
- Fergusson, Adam, 1992, *Essais sur l'histoire de la société civile*, Paris: PUF.
- Grébalé Gavier, T., 2001, *Intrigues politiques de 1990 à 1993. Le dernier coup du vieux*, Abidjan. SNEPCI.
- Guisso, Basile, 1995, « Militaires et militarisme en Afrique: cas du Burkina Faso », *Africa Development*, vol. XX, n° 2, pp. 55-75.
- Houphouët-Boigny, Félix, 1978, *Anthologie des discours. 1946-1978*, Abidjan: CEDA.
- Hutchful, Eboe, Bathily, Abdoulaye (eds), 1998, *The Military and Militarism in Africa*, Codesria: Dakar.
- Le pape, Marc et Vidal, Claudine, 2003, *Côte d'Ivoire, l'année terrible, 1999-2000*, Paris: Karthala.
- Kieffer, Guy André, 2000, « Armée ivoirienne: le refus du déclassement », *Politique Africaine*, juin n° 78.
- Koné, Amadou, 2003, *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris: Karthala, p. 117-118
- Koné, Amadou, 1975, *Le président Houphouët-Boigny et la nation ivoirienne*, Abidjan: NEA, 145-146.
- Laronce, Cécile, 2000, Nkrumah, *le panafricanisme et les États-Unis*, Paris: Karthala.
- Lepape, Marc et Vital, Claudine, 2003, « L'état de guerre s'installe en Côte d'Ivoire », *Le Monde* du 15 janvier.
- Loucou, Jean Noel, 1992, *Le multipartisme en Côte d'Ivoire*, Abidjan: Editions Neter.
- Machiavel, Nicolas, 1952, *Œuvres complètes*, Paris: Gallimard.
- Politique Africaine* 2000, n° 78. *Côte d'Ivoire, la tentation nationaliste*, Paris: Karthala.
- Politique Africaine* 2003, n° 89. « La Côte d'Ivoire en Guerre: Dynamique du dedans et du dehors », Paris: Karthala.
- Memel Fotê, Harris, 1991, « Des ancêtres fondateurs aux pères de la nation », *Cahiers d'études africaines*, 123, XXXI-31.
- Rawls, J., 2000, *Leçons sur l'histoire de la philosophie morale*, Paris: Ed. La découverte.
- Siriex, Paul-Henri, 1975, *Félix Houphouët-Boigny, l'homme de la paix*, Abidjan, NEA, Abidjan.